

APRÈS LA MORT DE STALINE...

Quelle était la situation réelle à la mort de Staline? Lors du Plénum du C.C. du parti qui eut lieu en septembre 1953, les autorités durent en partie reconnaître l'état précaire de l'économie rurale soviétique. En effet, l'Etat prenait les produits agricoles en payant des prix minimes, purement symboliques.

La pauvreté la plus réelle régnait dans les campagnes. Par les aveux tardifs de Khrouchtchev, le monde a appris («*Pravda*» du 7 mai 1964) qu'à la fin de l'ère stalinienne, «*le travail de la plupart des kolkhoziens n'était pratiquement pas rémunéré. Ainsi, par exemple, pour un troudodien en 1952, on payait, dans les régions de Kalouga et Toula: 1 kopec (1), dans les régions de Riazan et Lipetsk: 2 kopecs, dans les régions de Kostroma et Koursk: 4 kopecs. Plusieurs kolkhozes ne payaient depuis des années pour les troudodiens pas un seul kopec».*

Khrouchtchev raconta aussi le fait suivant: «*En 1952, Staline proposa de créer une commission qui devait établir des mesures pratiques pour le développement de l'élevage dans les kolkhozes et sovkhozes. J'ai eu l'occasion d'assister à cette commission, dit Khrouchtchev. Les camarades Mikoïane, Ignatov et d'autres, nous avions élaboré ensemble des propositions; elles étaient assez modestes. Pour augmenter l'intérêt matériel par l'augmentation de la production, nous projetions, entre autres, d'augmenter quelque peu les prix d'approvisionnement de la viande, du lait et d'autres produits. Nous avons fait connaître ce projet à Staline, il y jeta un coup d'œil et dit: «Non, ça ne va pas, travaillez encore un peu, faites d'autres propositions, et prenez en considération qu'il faut augmenter l'impôt sur les kolkhozes et les kolkhoziens de 40 milliards de roubles environ. Cela se passait à l'époque où tous les revenus en argent des kolkhozes s'évaluaient à 42 milliards de roubles. Comment aurait-on pu encore ajouter 40 milliards de roubles à ce que les kolkhozes payaient déjà ? Si l'on avait vendu tout ce que les kolkhozes possédaient, même avec cela ils n'auraient pu payer un tel impôt».*

En face d'une telle misère, les paysans quittaient en masse les villages bien que cela leur fût formellement interdit, car les kolkhoziens étaient et sont encore juridiquement attachés à leurs kolkhozes. Ils n'ont pas le droit de les quitter sans autorisation spéciale des autorités kolkhoziennes. Et puis, pour prendre domicile dans un autre endroit, surtout en ville, il faut avoir un passeport. C'est qu'un citoyen soviétique, quel qu'il soit, devait et doit actuellement encore posséder un passeport à partir de l'âge de 16 ans (2), sauf les kolkhoziens à qui on refuse, au contraire, de l'accorder, afin qu'ils ne puissent aller vivre en ville. On refuse même souvent aux enfants des kolkhoziens un passeport pour aller étudier en ville. De tels faits ont été signalés par l'écrivain Efim Doroch dans ses «*Carnets Villageois*» publiés dans la revue «*Novy Mir*», numéro 6, 1964, et dans la revue «*Neva*», dans le numéro de janvier 1964, récit de Fedor Abramov, pp. 22-23.

Mais retournons au plénum de septembre 1953. Dans sa résolution nous lisons que «...reconnaissant les branches les plus importantes de l'agriculture comme non satisfaisantes, le plénum du C.C. du Parti considère nécessaire et urgente la réalisation d'une série des mesures importantes en vue du relèvement des branches en retard de l'agriculture, des kolkhozes, des sovkhozes jusqu'à un niveau avancé, pour assurer un relèvement puissant de toute l'économie socialiste. Le problème est de satisfaire - disait la résolution du plénum - durant les 2 ou 3 années qui viennent les besoins croissants de la population de

(1) 1 kopec vaut actuellement: 0fr.55 actuels, 55 francs anciens. (Lire en 1968 - note A.M.)

(2) Voir dans la «*Malaïa Encyclopedia*», Système des passeports, vol.6, p.1230-1231, 1959.

notre pays en produits alimentaires et d'assurer en matières premières l'industrie alimentaire» («Pravda» du 13-9-1953.

Cependant, Khrouchtchev minimisait les difficultés disant que «*nous satisfaissons en somme les besoins nécessaires du pays quant à la culture des céréales en ce sens que notre pays est en général assuré d'avoir du pain; nous avons les réserves d'Etat nécessaires et nous effectuons dans une certaine mesure des opérations d'exportation de céréales*» (Voir le recueil des discours et des documents de N.S. Khrouchtchev «*Semitomnik*», vol. I, p.10, en russe). Dans le même discours, il reconnaissait que l'élevage se développait extrêmement lentement («*Semitomnik*», p.20). Or, pendant le plénum du C.C. du parti de février-mars 1954, c'est-à-dire six mois plus tard, il fut avéré que la situation sur le front agricole était beaucoup plus alarmante et Khrouchtchev fut obligé de constater que «*le niveau actuel de la production des céréales ne couvre pas les besoins de l'économie nationale*». Et au lieu de chercher remède en traitant le mal à sa racine le même plénum décida de mettre en valeur d'urgence des terres vierges dans le Kazakhstan et en Sibérie occidentale.

D'ailleurs, on comprend que les dirigeants ne veuillent pas poser la question primordiale: celle du régime des kolkhozes tels qu'ils sont organisés au point de vue économique et politique. Sont-ils rentables pour l'économie du pays et pour les paysans eux-mêmes? Car poser cette question signifierait poser toute la douloureuse question de la collectivisation forcée de 1930 et aussi le problème du fonctionnement de l'économie du pays tout entier, basé sur le travail presque gratuit, donc sur l'exploitation d'une classe entière: la paysannerie. Souvenons-nous que Staline disait que la Russie ne possédant pas de colonies devait se rattraper sur les paysans. En effet, toute la politique du régime depuis les premiers plans quinquennaux fut et reste encore aujourd'hui basée sur le travail quasi gratuit ou, dans le meilleur cas, très mal payé d'une énorme portion de la population - les kolkhoziens.

Ceux-ci se défendent comme ils peuvent en s'échappant des kolkhozes, d'où diminution de la productivité agricole et même abandon des terres, qui redeviennent incultes, à l'intérieur même de la Russie européenne, c'est-à-dire des terres qui avaient été utilisées durant des siècles. (Voir «*Novy Mir*», n°3, 1963, pp.177-79-83-85, et les «*Izvestia*» du 11-2-1964, rapport de I. Volovtchenko au plénum du C.C.).

L'EXPÉRIENCE DES TERRES VIERGES

En lançant l'idée de la mise en valeur de terres vierges en Asie, les dirigeants de l'U.R.S.S. poursuivaient non seulement le but d'augmenter les récoltes de céréales, mais également un plan: créer de grands sovkhozes, c'est-à-dire des fermes d'Etat qui devraient, selon l'idée chère à beaucoup de dirigeants, remplacer les kolkhozes qui sont, ne fût-ce que nominalement, des coopératives des paysans. Cette idée de création de grands sovkhozes doit être rapprochée du plan de création des agrovilles, plan qui tombé à l'eau après la mort de Staline. Cette fois, l'idée fut reprise par un autre biais. Sa réalisation fut présentée comme un moyen de résoudre le problème céréalier pour le pays tout entier. Les préventions de certains savants qui prévoyaient le danger d'érosion du sol furent vaines. (Voir «*Matériaux de conférence auprès de l'Académie des sciences agricoles*», janvier 1955, et «*Novy Mir*», n°1, 1964, article de Tchernitchenko). La décision de Khrouchtchev et de son entourage fut irrévocabile.

Pour cette campagne des terres vierges, le parti mobilisa de grandes ressources matérielles. Au détriment des terres cultivées depuis des siècles en Russie Européenne, on envoya en Asie 84% des nouveaux tracteurs. La même chose se passa pour d'autres machines agricoles et pour les camions. Et quand on y manquait de machines ou d'hommes spécialisés, on en prélevait une fois de plus sur les kolkhozes des autres républiques.

On a labouré en tout 40 millions d'hectares de terres vierges et on escomptait déjà que les premiers 30 millions d'hectares donneraient 1 milliard 800 millions de pouds de céréales (voir «*Pravda*» du 4-1-1955). Et en effet, en 1956, on a récolté, rien qu'en Kazakhstan, plus d'un milliard de pouds, mais les années suivantes, ce fut une forte chute. En 1958, le Kazakhstan n'a donné que 662 millions de pouds, en 1960: 642 millions de pouds; et en 1963 la récolte est tombée de 6,7 quintaux par hectare à 3,6 quintaux. L'érosion des couches supérieures de terres labourées, prédictes par certains savants, commença

à faire sentir ses effets. De véritables tempêtes de sable noir surgirent en Asie et atteignirent même les régions de la Volga, causant partout d'importants dommages.

Or, la mise en valeur des terres vierges était toute une épopée. Tout d'abord, elle fut présentée par la fraction dirigeante du parti comme un moyen sûr de résoudre enfin le problème céréalier et d'après les données du Bureau central de statistiques auprès du Conseil des ministres de l'U.R.S.S., on y a investi 6,7 milliards de roubles. Des centaines de milliers de jeunes komsomols furent enlevés à leur besogne et envoyés comme initiateurs de cette grande entreprise. On envoya également des milliers de spécialistes de toutes sortes - ingénieurs, agronomes, médecins, mécaniciens, etc... Et chaque année, pour aider à la récolte, on envoyait des dizaines de milliers d'étudiants, mobilisés dans le pays tout entier, en négligeant les frais qu'occasionnaient les déplacements de ces grandes masses humaines, sans compter le tort fait aux intérêts des mobilisés eux-mêmes.

Cette mise en valeur de terres restées incultes durant des siècles, faite en dépit du bon sens, par des moyens bureaucratiques, ne pouvait évidemment résoudre ni le problème céréalier, ni surtout, celui de la paysannerie, qui restait et reste ouvert.

Mais depuis la disparition de Staline, a-t-on entrepris quelque chose pour changer la vie des paysans et, partant, la marche des kolkhozes?

Lors du plénum de septembre 1953, les autorités ont pris quelques mesures qui devaient, selon elles, améliorer la situation du kolkhozien. Parmi ces mesures, les plus importantes furent:

- 1- La diminution des normes des fournitures obligatoires des produits de l'élevage par les kolkhoziens.
- 2- L'augmentation des prix d'approvisionnement payés par l'Etat.
- 3- La distribution aux kolkhoziens prenant part au stockage des fourrages de 10% du foin et de la paille récoltés.
- 4- L'abolition par l'Etat des mesures prises pour la diminution des lopins individuels des kolkhoziens et la réduction de l'élevage individuel.

Il faut cependant souligner que ces mesures se sont avérées comme très partielles, ou pas du tout réalisables. Ainsi, bien que les prix d'approvisionnement aient été considérablement augmentés, ils se sont avérés trop bas en comparaison des prix du marché libre.

La distribution de 10% des fourrages était impraticable, car le fourrage manquait constamment dans les kolkhozes. Par contre, les kolkhoziens travaillèrent activement pour améliorer leurs lopins individuels. De cette façon, ils donnèrent encore moins de temps et d'attention aux travaux dans les kolkhozes.

Parallèlement aux mesures d'une certaine libéralisation, les dirigeants de la politique agricole prirent une série de mesures administratives tendant à renforcer le contrôle politique des kolkhoziens. Ainsi, il fut décidé de supprimer l'administration agricole de districts («*Pravda*» du 11 février 1954). Pour quelle raison?

Les socialistes (le menchévik S. Schwartz) donnent à cela l'explication suivante: «*Dans ces administrations agricoles, il y avait tout de même un esprit de zemstvo*». Cet esprit de zemstvo doit être compris comme celui d'autogestion.

Cela peut évidemment se discuter, mais ce qui est certainement vrai, c'est que le district était l'organe administratif le plus proche des kolkhozes et de leur vie quotidienne. Par contre, le rôle des comités de district du parti dans l'administration fut fortement augmenté. Dans les stations de machines et tracteurs fut introduit un secrétaire spécial du comité du district du parti et dans chaque kolkhoze un instructeur spécial du parti. D'autre part, les agronomes des M.T.S. personnifiaient eux aussi la direction du parti dans les kolkhozes. Le parti considérait que par l'intermédiaire de M.T.S. il pouvait réellement diriger la vie des kolkhozes. Et le 29 janvier 1954, la «*Pravda*» écrivait que le «*M.T.S. agit maintenant non seulement en qualité de dirigeant des travaux prévus par l'accord dans les branches différentes de l'économie mais aussi en qualité de dirigeant et organisateur de la production kolkhozienne*».

UNE CERTAINE LIBÉRALISATION...

Cependant, un an plus tard, sous l'influence d'un certain dégel dans le pays, les autorités se virent dans l'obligation de diminuer quelque peu la pression administrative dans les kolkhozes. Le C.C. du parti et le conseil des ministres prirent ensemble un arrêté le 9 mars 1955 «*sur le changement de la politique, de la planification de l'agriculture*». Dans cet arrêté, il est dit que «l'ordre établi par la planification, sous lequel on communiquait aux kolkhozes les plans des semaines, qui déterminait rigoureusement la nature des cultures et dans quelles dimensions il fallait semer, quel genre de bétail et en quelle quantité le kolkhoze devait élever, menait souvent à une conduite irrationnelle de l'agriculture».

La reconnaissance de la conduite irrationnelle des kolkhozes fut un fait important qui pouvait donner quelque espoir, mais la planification des années ultérieures montra que ces espoirs étaient sans fondement. La planification bureaucratique dans les kolkhozes continua après l'arrêté du 9 mars 1955 et continue de nos jours. Plus tard, Khrouchtchev devait parler des plaintes multiples qui furent adressées contre cette planification monstrueuse, surtout après l'année 1956, après la dénonciation du culte de la personnalité.

Dans le cadre d'une certaine libéralisation, il faut mentionner également la liquidation des M.T.S. avec la vente de l'équipement agricole aux kolkhozes, et cela bien que, durant un quart de siècle, les M.T.S. aient constitué le bastion principal du parti et du gouvernement à la campagne. Au plénum du C.C. de janvier 1955, Khrouchtchev disait encore que les M.T.S. étaient «*les points d'appui les plus importants de la conduite des kolkhozes dans les pays socialistes*» («*Semitomnik*», v.I, p.480). Plus tard, lors du XXème congrès, en février 1956, il fut décidé d'augmenter le rôle des M.T.S. dans le développement de toutes les branches de la production agricole dans les kolkhozes.

Or le plénum du C.C. du parti de février 1958 prit l'arrêté «*Concernant le développement ultérieur du régime kolkhozien et la réorganisation des stations de machines et de tracteurs*» dans lequel on reconnut comme indispensable la vente des machines aux kolkhozes.

Officiellement, les autorités expliquèrent cette décision de la façon suivante: «*La réorganisation des M.T.S. est devenue possible parce que la puissance économique des kolkhozes a fortement augmenté; ils se sont sentis en état non seulement d'acquérir les moyens techniques, mais aussi de les employer avec efficacité*» (Voir la «*Malaïa Encyclopedia*», vol.5, p.1056). Le même article nous donne aussi le chiffre des prix de vente de ces machines - notamment 17,2 milliards de roubles (nouveaux). Notons que ce sont des kolkhozes déjà endettés qui devaient encore payer cette somme énorme. Plus tard, après la chute de Khrouchtchev, le gouvernement fut obligé d'annuler les dettes des kolkhozes, comme nous l'avons déjà indiqué.

Entre les années 1958 et 1961, le parti pratiqua une espèce d'ezzats de réunions quelque peu «démocratiques». C'étaient des plénums élargis du C.C. dans lesquels prirent place, à côté des grands bonzes du parti, de hauts fonctionnaires de l'administration agricole.

Lors des plénums de 1958 et 1959 on a parlé beaucoup des organismes inter-kolkhoziens et on a discuté pour et contre le renforcement des bases coopératives dans les kolkhozes. Le plénum de 1961 fut le dernier qui discuta encore quelque peu cette idée «coopérativiste» dans l'organisation de la vie kolkhozienne.

Certains observateurs, dont le menchévik S. Schwartz, donnent quelque importance à ces plénums élargis, y voyant une certaine influence des idées démocratiques qui naissaient dans le pays.

Que S. Schwartz ait eu raison ou non, dans les plénums de mars 1962 et de février 1964, on ne pouvait plus trouver ces maigres traces de démocratisation.

Au contraire, à partir de 1962 on put constater un retour décisif à une accentuation de la direction du parti dans les affaires kolkhoziennes. En effet, en 1962 eut lieu la réorganisation de la direction de l'économie agricole, par la création d'organes de direction et de commande de toutes les entreprises agricoles du pays. En mars 1962, lors du plénum agricole élargi du C.C. qui fut consacré au «*problème du parti pour*

l'amélioration de la direction de l'économie rurale», Khrouchtchev déclara: «*J'aurai voulu souligner que je parle non pas de la direction en général, mais de la direction de la production agricole. Nous avons plus qu'il n'en faut d'établissements qui effectuent la direction rurale, mais nous n'avons pas un organe de commandement de l'économie agricole, un organe qui se serait occupé de l'organisation de la production et de l'approvisionnement, un organe qui aurait pénétré dans les besoins des kolkhozes et sovkhozes, en donnant une direction à chaque entreprise séparément, en cherchant la meilleure efficacité dans l'utilisation de la terre - un tel organe n'existe pas chez nous. Il n'exista en fait à aucun moment de la durée du pouvoir soviétique. L'économie rurale était et reste peu dirigée*» (Voir «*Semitomnik*», t.6, p.398.)

Pour effectuer cette direction de chaque entreprise agricole, furent créées des administrations de gestion des kolkhozes et sovkhozes qui devaient être responsables pour chaque kolkhoze ou sovkhoze. Et c'est Khrouchtchev lui-même qui dit dans la conclusion de son discours: «*il existe le danger que les comités régionaux (ou des territoires) commenceront à proposer pour ces administrations les meilleurs directeurs des sovkhozes, les plus compétents présidents des kolkhozes. On ne peut emprunter cette voie*», affirmait Khrouchtchev. («*Semitomnik*», t.6, p.455.)

En mars 1962, lors de la réunion du Bureau du C.C. du parti pour la R.S.F.S.R., Voronov, vice-président de ce bureau, souligna dans son discours qu'*«en aucun cas il ne fallait prendre des cadres dirigeants des kolkhozes et sovkhozes»* («*Pravda*» du 28 mars 1962). La «*Pravda*» du 30 mars 1962 répéta la même chose.

Dans les administrations de gestion furent introduits des organisateurs du parti, du C.C. et des Comités régionaux du parti avec un groupe d'instructeurs - pour chaque kolkhoze un instructeur, ou un instructeur pour 2-3 kolkhozes. Les administrations de district furent subordonnées aux administrations régionales et au-dessus d'elles les comités régionaux du parti avec le premier secrétaire à leur tête. De la même façon furent créés aussi les Comités des Républiques et de l'U.R.S.S.

Tout cela pour faire travailler le paysan!

Ida METT.
